



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 119 - 9 mai 1983

PRIX : 2 Frs

Côte d'Ivoire

HOUPHOUET face aux
revendications

des
enseignants
et
médecins



(SOMMAIRE
VOIR
AU VERSO)

SOMMAIRE

éditorial

HOUPHOUËT FACE AUX

COTE d'IVOIRE : REVENDEICATIONS DES ENSEIGNANTS ET MEDECINS

Commencée le 18 avril 83, pour obtenir le droit au logement gratuit (ce droit leur a été supprimé depuis le 1^{er} janvier 83 par mesure d'austérité), la grève des enseignants des lycées et collèges de Côte d'Ivoire a pris fin les 3 et 4 mai derniers.

Engagé à la suite d'un mot d'ordre de grève lancé par le SYNESCI (syndicat des enseignants du secondaire), le mouvement aura donc duré un peu plus de deux semaines. Dès le début de la grève, suivie à 98 % selon les chiffres officiels, le gouvernement a multiplié les pressions : les écoles étaient fermées les salaires des enseignants suspendus, et ceux qui bénéficiaient encore de logement de fonction étaient chassés manu-militari de leur logement. Le gouvernement ivoirien alla même jusqu'à accuser les enseignants grévistes de bénéficier de milliards de CFA "d'un Etat pétrolier" (il faut comprendre la Libye) pour destabiliser le régime. La presse officielle n'hésita pas à utiliser les plus basses calomnies contre les grévistes.

A la suite des enseignants du secondaire, ceux de l'Université, les médecins, les chirurgiens dentistes, les vétérinaires, les pharmaciens ont rejoint le mouvement. Face à cette extension du conflit, Houphouët décidait de réquisitionner les grévistes, c'est-à-dire de les obliger par décision administrative, à reprendre leur poste. Ceux qui refuseraient étaient menacés d'emprisonnement, d'amende voire de licenciement.

Dans le même temps des meetings et des marches de soutien au régime étaient organisés par le régime, montant les populations contre les grévistes, devenus en la circonstance les marionnettes de Khadafi. En définitive isolés, parfois même physiquement menacés, les grévistes ont dû obéir à l'ordre de réquisition du gouvernement.

Certes, la crise économique est pour une grande part dans la décision de fermeté d'Houphouët vis à vis des enseignants et hospitaliers. Mais il y a aussi le fait que comme toute dictature, le régime ne pouvait pas accepter que des décisions lui soient imposées par des manifestations organisées, fussent-elles celles des enseignants et médecins. Le mouvement de grève a donc pris fin après deux semaines de tension sans qu'aucune revendication ait été satisfaite.

Bien sûr, les grévistes ne sont pas spécialement parmi les catégories sociales les plus à plaindre en Côte d'Ivoire. Mais si aujourd'hui les médecins, chirurgiens dentistes, pharmaciens, vétérinaires et surtout les enseignants, considérés jusque là comme " les enfants chéris " du régime se mettent en grève pour défendre leurs privilèges menacés, que dire alors des centaines de milliers de petites gens ? Que dire des chômeurs, des laissés pour compte des bidonvilles, des paysans pauvres chassés de la campagne par la misère et échoués dans les banlieues dortoirs ? Ceux-là ne perçoivent parfois même pas un salaire et ont à peine un logement. Ils ont à peine l'espoir de pouvoir s'en sortir. Ils ont mille raisons de se révolter.

. . . / . . .

Page 2
- EDITORIAL

Page 3
- COTE d'IVOIRE :
les gros sous,
fondement du régime

Page 4
- TCHAD : le rêve d'
un dictateur chassé

Page 5
- TCHAD : des étudiants à la remorque des dictateurs déchus

- 1^{er} mai au MALI :
une bonne occasion pour faire des bla bla

Page 6
- SENEGAL : DIOUF descend dans la rue

- CENTRAFRIQUE : un valet civil emprisonné par un valet en uniforme

Page 7
- MADAGASCAR : quand les anciens pourris font peau neuve

Page 8
- FRANCE : quand la petite bourgeoisie descend dans la rue

* * * * *

A B O N N E M E N T S

- FRANCE : 1 an
• pli ouvert : 24F
• pli fermé : 48F

A D R E S S E

- voir encadré page 9
* * * * *

Oui, parce que la Côte d'Ivoire n'échappe pas à la crise qui frappe l'ensemble du monde capitaliste, d'autres luttes sont à prévoir. Houphouët a encore la partie belle parce que cette forte majorité de petites gens n'est pas entrée dans la lutte, pour défendre son droit à une vie décente. Mais pour les luttes à venir, ces prolétaires finiront par descendre dans la rue pour leur propre compte. Alors, les heures de la dictature seront comptées.

Côte d'Ivoire: les gros sous, fondement du régime

Une des revendications des enseignants grévistes était l'organisation de poursuites judiciaires contre les dignitaires ayant détourné des fonds. Comme exemple, citons pour mémoire le scandale des baux administratifs : des hauts dignitaires, parmi lesquels des membres de la famille d'Houphouët auraient loué à l'Etat, et ce depuis des années, des maisons qui, dans la réalité, n'ont jamais existé. C'est d'ailleurs après la révélation de ce scandale que les logements gratuits pour les enseignants ont été supprimés, le gouvernement invoquant le fait que de nombreux propriétaires pratiquaient des loyers prohibitifs. Cette suppression n'a en tous les cas pas fait baisser les loyers.

Une commission d'enquête a même été créée, sous la responsabilité d'un ministre (secrétaire d'Etat à la Sécurité intérieure) pour s'occuper de l'affaire, et au besoin poursuivre tous ceux qui auraient détourné des fonds. Effectivement le ministre, présenté comme un homme intègre a inculpé de nombreux sous-fifres. Par contre pour ce qui concerne les " grosses légumes ", laissons le ministre s'expliquer.

Interrogé récemment sur l'éventualité que de hauts dignitaires soient poursuivis pour détournement de fonds, il a d'abord précisé qu' " il n'y a pas d'intouchables ", qu'il poursuivrait tout individu, qui serait auteur de détournement quel que soit son rang; comme si la patte de la poule pouvait tuer le poussin ! D'ailleurs le ministre confirme ce vieil adage africain. Il explique que la Côte d'Ivoire ayant été libérée par des personnes qui " ont sacrifié leur vie ", si ces personnes étaient impliquées dans une affaire de malversation, étant entendu que ce sont " des piliers de l'édification de la nation ", seul Houphouët pouvait régler ce genre de " cas exceptionnels ". Pour bien se faire comprendre; le ministre s'explique en ces termes : " (...) dans n'importe quel pays, même dans les plus grandes démocraties, on ne peut pas dépouiller tout un système quand c'est ce système qui est au pouvoir ". Sic.

A bon entendeur salut ! Tout cela pour dire que les détourneurs de deniers publics, pourvu qu'ils soient vieux militants ou fils de vieux militants du parti unique (PDCI) peuvent dormir en paix. Ils ne seront pas inquiétés. Alors, ces temps derniers, les rumeurs sur les détournements ont été si fortes qu'Houphouët a éprouvé le besoin de s'expliquer d'abord sur sa fortune personnelle, ensuite sur les hauts dignitaires. Il a ainsi raconté tranquillement qu'à l'âge de 5ans (sic) il était déjà milliardaire (héritage) et n'avait donc rien à se reprocher, son immense fortune provenant de son héritage familial et de son travail. Pour ce qui concerne les ministres et autres hauts dignitaires, Houphouët s'est contenté de demander des preuves à ceux qui critiquaient ou dénonçaient, affirmant qu'en homme intègre, il ne pouvait pas agir sans preuves. En cette période de crise, cet étalage de richesses personnelles, ce cynisme affiché quant à l'impunité des dignitaires verreux, a de quoi indigner. Ce même cynisme, ce mépris des populations a conduit le régime à engager des milliards pour animer une nouvelle capitale, alors qu'il n'y a pas eu de moyens pour lutter contre les feux de brousse. Ces feux qui ont ravagé 650 000 ha de plantations et forêts, provoquant des suicides de paysans. Mais il est vrai qu'après 20 ans et plus de pouvoir, Houphouët et ses acolytes ont fini par considérer la Côte d'Ivoire comme une entreprise privée : les gros sous pour eux, les souffrances pour les masses.

Tchad

LE REVE D'UN DICTATEUR CHASSE

Selon les milieux favorables à l'ancien gouvernement dirigé par Goukouni installé à Bardaï dans le nord du Tchad, le règne de Habré tend vers sa fin.

Pour preuves ces milieux avancent que le gouvernement de Bardaï a la capacité et les moyens nécessaires de reprendre la Capitale N'Djaména en " moins d'un mois." Quant à Faya-Largeau, encerclée, la chute " n'est plus qu'une question de jours."

Mais si cela tarde à venir, expliquent les partisans de Goukouni, c'est que le GUNT est en train de faire son " auto-critique" et de régler certains problèmes en son sein pour arriver uni à N'Djaména " autour d'une plateforme politique commune..." afin d'éviter les " erreurs du passé. "

En effet les dissensions au sein et autour du GUNT sont loin de disparaître. D'une part Acheick Ibn Oumar, successeur de Acyl Ahmat à la tête du Conseil Démocratique Révolutionnaire - C.D.R - fait cavalier seul. Il pose comme condition de son entrée dans le gouvernement formé par l'opposition à Bardaï l'attribution à sa tendance du poste de Premier Ministre en cas d'une nouvelle victoire sur Habré. Poste que Goukouni, Président et Kamougué, vice-président ne sont pas prêts à lui accorder.

D'autre part le mariage des forces armées de Goukouni (FAP) et celles de Kamougué (FAT) sous le commandement unique du Général Djogo ne va pas sans poser de problème. Le combattant du rang se reconnaît toujours dans son chef de tendance. Des incidents, pour le moment sans gravité, opposent périodiquement des éléments FAP et FAT.

Face au gouvernement de Bardaï et au CDR, Habré a l'avantage de disposer d'une armée unique, les FAN; et même les adversaires de ce dernier lui reconnaissent sa qualité d'organisateur.

Mais l'ardeur de vaincre qui a animé les FAN semble aujourd'hui s'éteindre. Certains combattants bien au frais à N'Djaména et dans les autres villes du Sud ne sont pas enthousiasmés à remonter sur le Front Nord. De même parmi les centaines de jeunes incorporés de force dans les FAN pour aller combattre au Front sous couvert de "service militaire" obligatoire jusqu'à 35 ans, l'enthousiasme et la volonté n'y sont pas.

En plus de cela il semble que le moral des troupes de Habré ne serait pas au beau fixe. C'est ce qui ressort d'un témoignage publié par l'Hebdomadaire "Afrique-Asie, début mai : A N'Djaména les FAN craignent à tout moment une attaque de leurs adversaires à partir de Kousséri au Cameroun ou du Pont Chagoua qui relie la Capitale aux autres villes du sud; ils ont l'impression d'être assis sur un " volcan" qui risque de faire irruption à tout moment.

A cela il faut ajouter le dénigrement des FAN, de leurs dirigeants par radio-Bardaï captée sur toute l'étendue du territoire.

Mais force est de constater que quoi qu'il en soit Habré semble avoir le pouvoir bien en main, ayant presque tout le pays sous son contrôle. Excédés par les exactions commises par les éléments FAN incontrôlés, les populations désarmées, désabusées en viennent à souhaiter le retour du GUNT au pouvoir. Pourtant le GUNT aussi a fait ses preuves. Pendant environ trois ans au gouvernement, il s'est montré incapable de resoudre quoi que ce soit. Les populations tchadiennes n'auraient rien à gagner avec le retour du GUNT au pouvoir.

Par contre l'impérialisme franco-américain qui soutient Habré n'aurait pas du mal à se mettre du côté de ceux de Bardaï s'ils reprenaient le pouvoir.

D'un côté comme de l'autre l'impérialisme est le seul gagnant.

tchad

DES ETUDIANTS A LA REMORQUE DES DICTATEURS DECHUS

Dans un "manifeste" diffusé sous forme de tract le 26 mars dernier, des étudiants et stagiaires tchadiens (groupe indépendant de l'Association de étudiants et stagiaires tchadiens) à Brazzaville, ont tenu à dire tout haut leur position sur la situation politique au Tchad.

Après avoir rappelé les conditions dans lesquelles l'impérialisme américain et français avait installé au pouvoir Hissène Habré, ces étudiants ont d'abord dénoncé " la démagogie, l'hypocrisie, la dictature la plus sanguinaire " de celui-ci. Ils ont parlé également des conséquences désastreuses d'une telle politique sur le plan économique et social.

Ensuite, ils ont affirmé leur soutien au GUNT (Gouvernement d'Union Nationale de Transition) dirigé par Goukouni et Kamougué chassés du pouvoir il y a bientôt un an. En même temps ils ont lancé un appel aux " étudiants tchadiens disséminés à travers le monde " ainsi qu'à tous les tchadiens " à poursuivre la lutte de libération nationale et à collaborer avec l'armée nationale de libération " (c'est à dire celle du GUNT).

Pourtant, la politique dictatoriale et pourrie de Habré qu'ils ont critiquée est fondamentalement la même que celle de Goukouni et autres. Et c'est pour mener cette même vieille politique qu'ils continuent d'imposer une guerre dont les populations civiles sont les principales victimes. Il est d'ailleurs significatif qu'on n'a vu à aucun moment les masses exploitées intervenir ni pour défendre le gouvernement de Goukouni ni pour soutenir celui de Habré.

Le jour où elles se décideront à entrer en action, elles auront évidemment tout intérêt non seulement à n'accorder aucune confiance aux uns et aux autres mais aussi à détruire toutes les factions armées - futures composantes de l'appareil répressif (l'armée). Et en rejetant les dictateurs elles rejettent également les étudiants qui sont à leur remorque.

1er mai au mali

une bonne occasion

pour faire des bla-bla

Le 1^{er} mai a été fêté au Mali comme chaque année. Les ministres et les bureaucrates syndicaux profitent de cette occasion pour faire leur bla-bla. C'est ainsi que Modiba Keïta, ministre du Travail et de la Fonction Publique et Bakary Karambé secrétaire général de l'UNTM ont fait une déclaration commune par la bouche de ce dernier à la bourse du Travail de Bamako, dont voici quelques extraits : " le 1^{er} mai est placé au Mali sous le triple signe de la défense du pouvoir d'achat des travailleurs, de la garantie de l'emploi et de la défense des acquis du peuple, c'est-à-dire les sociétés et entreprises d'Etat en difficulté ".

Karambé pour avoir l'air d'un syndicaliste a dénoncé le retard de paiement des salaires des travailleurs.

Le dictateur de Bamako a dû lui dire, " cause toujours mon petit, le 1^{er} mai c'est une fois par an."

sénégal Diouf descend dans la rue

Il y a eu des dizaines de milliers de travailleurs dans la rue. Sur les banderoles on pouvait lire ceci : "Réduction du prix des denrées de première nécessité; augmentation d'allocations familiales, non aux licenciements arbitraires" etc... La manifestation s'est terminée par le dépôt d'un cahier de doléances par les dirigeants de la CNTS, syndicat inféodé au gouvernement et par la décoration de Abdou Diouf.

Le nouveau président, sûrement pour ne pas se faire distinguer des autres, a ôté son costume de toubab bien taillé pour enfiler le grand boubou traditionnel bien brodé.

Il y eut une pose de photo souvenir entre les dirigeants de la CNTS dont Madia Diop, Secrétaire Général et Abdou Diouf.

Et la cérémonie finie, Diouf a cessé de jouer à l'ami des travailleurs; il a remis son habit de Chef d'Etat et il continue à gouverner contre les travailleurs.

Centrafrique un valet civil emprisonné par un valet en uniforme

Le 22 avril dernier, le tribunal de Bangui a jugé Abel Goumba, leader du Front Patriotique Oubanguien - Parti du Travail (FPO-PT) et un de ses collaborateurs et les a condamnés à cinq ans de prison et 10 ans de perte des droits civiques.

On reprochait à Abel Goumba d'entretenir des relations privilégiées avec les dirigeants socialistes français. Arrêté le 17 août 1982, il vient seulement d'être jugé. Mais les raisons évoquées par les dirigeants militaires de Bangui ne sont pas réellement les vraies.

En effet après la passation de service de Dacko à son ami Kolingba et autres militaires, le 2 septembre 1981, un Comité Militaire dit de Redressement National a pris le pouvoir pour soi-disant remettre de l'ordre dans l'économie. La première décision de ce comité fut de suspendre les activités de tous les partis et organisations politiques. Ceux-ci avaient vu d'un bon oeil la venue des militaires. Ils n'ont pas dénoncé en temps voulu ce coup de force, se contentant des promesses démagogiques des militaires qui parlaient de remettre le pouvoir aux civils et de regagner les casernes. Mais depuis septembre 1981, ce retour à la vie politique civile s'amorce difficilement, ou pas du tout.

C'est dans ce contexte qu'Abel Goumba dont les activités politiques étaient interdites, tout comme pour les autres, et qui est entre temps devenu le recteur de l'Université de Bangui, a perdu patience, a demandé aux dirigeants militaires à quand ce retour du pouvoir aux civils ?

Goumba est devenu gênant à cause des divers contacts qu'il a gardés avec le Congo, le Bénin et la France. Ce dernier pays voyait peut-être en lui un serviteur capable de mieux défendre ses intérêts en Centrafrique. La France a eu à le faire savoir plus ou moins à l'Ambassade de Bangui par l'intermédiaire de Jean Pierre Cot alors ministre de la Coopération lors d'une de ses visites. Et un tel geste n'a guère plu aux dirigeants militaires qui aiment tant les honneurs; Ils se croyaient peut être à la caserne de Kassaï ou au camp de Roux, leur quartier général. Mais hélas cette fois-ci les honneurs s'étaient déplacés pour Abel Goumba.

Le CMRN a voulu mettre fin à la montée de ce rival potentiel et pour cause. Les troupes françaises d'occupation sont encore stationnées à Bangui et dans les environs. Elles pourraient aider Goumba à se hisser au pouvoir comme ce fut le cas de Dacko, transporté de Paris dans les soutes à bagages pour remplacer Bokassa.

En emprisonnant Goumba, les galonnés de Bangui entendent bien montrer qu'ils ont l'intention de se maintenir au pouvoir. Ils ne sont pas prêts, pour le moment, à laisser le pouvoir politique aux civils.

MADAGASCAR

QUAND LES ANCIENS POURRIS

FONT PEAU NEUVE

Depuis un certain temps on constate une certaine remontée politique des anciens partisans du régime de Tsiranana (l'ancien valet docile de l'impérialisme français).

Cette remontée s'est traduite lors des dernières élections du " Komitimpokontany " (délégués de quartier) qui ont eu lieu il y a environ deux mois. Dans ces élections, certaines listes de " Vonjy " (parti politique faisant parti du " Front " soutenant le gouvernement Ratsiraka) dirigées par les politiciens de l'ancien régime, ont été élues. C'est le cas particulièrement dans le Sud-Ouest du pays où dans de nombreuses villes ils ont devancé les listes soutenues par d'autres partis du Front.

Ainsi donc par exemple, Tsiebo Calvin (ancien vice-président), Resampa (ancien ministre de l'intérieur), Botokeky (ancien ministre de l'Education Nationale) et d'autres personnalités de l'ancien régime sont aujourd'hui élues " Lehiben'ny Firaisana " (équivalent du Maire) chacun dans leurs fiefs respectifs.

Si ces gens-là sont arrivés à se faire une nouvelle virginité politique en faisant oublier qu'ils étaient les dirigeants d'un régime ayant réprimé dans le sang la révolte de paysans du Sud en 1971, ou ayant chargé sur les manifestants en 1972, c'est qu'aux yeux de plus en plus de malgaches, le régime actuel ne vaut guère mieux. Face à une situation économique qui ne cesse de s'empirer pour la grande majorité des habitants, de plus en plus de gens disent que " c'était mieux avant " c'est-à-dire sous le régime de Tsiranana, qui, lui-même, a fini par être vomi par la population.

Les gens constatent que les fonctionnaires, les ministres ou les " CSR " (Conseil Suprême de la Révolution) s'adonnent autant au trafic et à la corruption que leurs prédécesseurs. Ils constatent aussi que même les produits les plus élémentaires comme le riz, le savon ou le sucre sont rationnés et ont des prix inaccessibles à cause du marché noir. Leur réaction contre cette situation insupportable s'est traduite dans certains endroits en faveur des anciens dignitaires, qui en utilisant toute sorte de démagogie ont réussi à faire patte blanche.

A chaque occasion, à chaque discours, Ratsiraka explique cette situation en disant que c'est l'impérialisme qui serre son emprise sur le pays car son régime " ne s'agenouille pas ". Ce qu'il n'explique pas par contre, c'est que ses fonctionnaires et ses ministres savent se remplir les poches en se servant de leur place dans les rouages de l'administration.

Ratsiraka avait certainement la possibilité de faire élire à 100 % les listes dirigées par ses partisans fidèles en utilisant le bourrage systématique des urnes comme savent le faire tous les dictateurs. Mais il a certainement fait son calcul en laissant quelques postes à ses " concurrents-complices " pour pouvoir continuer à gouverner sans trop d'opposition. Car dans une telle situation où la misère est insupportable et peut créer des explosions de colère, il vaut mieux pour lui d'acheter les politiciens, pour les avoir de son côté.

Cela va peut-être calmer quelques affamés du pouvoir mais certainement pas la misère qui est le lot quotidien de la grande majorité de la population.

FRANCE

QUAND LA PETITE BOURGEOISIE DESCEND DANS LA RUE

L'actualité en France a été marquée au cours des dernières semaines par des actions de grèves, des manifestations plus ou moins virulentes de catégories petites bourgeoises. Les étudiants, les internes et les chefs de clinique se sont mis en grève contre la réforme d'Alain Savary. Ensuite ce sont les paysans qui ont fait entendre leurs voix en organisant des manifestations spectaculaires contre la politique agricole du gouvernement actuel.

A première vue, ceux qui manifestent aujourd'hui ne sont pas les plus à plaindre, les plus frappés par la politique de ce gouvernement dit de gauche. Car les premiers touchés, ce sont sûrement les ouvriers : blocage de salaires, impôts supplémentaires, augmentations de prix et de chômage etc...

Mais la classe ouvrière se tait, par la faute de ses grandes organisations. Les organisations syndicales les plus influentes CGT et CFDT ne font rien pour organiser les travailleurs contre cette politique car elles sont liées au gouvernement PS-PC en place.

Pourtant, les travailleurs n'ont pas intérêt à abdiquer de toute initiative, taire leurs revendications, et avoir l'air de se trouver derrière le gouvernement. D'abord, tout simplement, parce que c'est seulement en descendant dans la rue, en agissant par des moyens qui leurs sont propres, que les travailleurs ont leur chance pour se défendre contre l'austérité.

Et ensuite, aussi pour des raisons politiques. Certaines des catégories sociales qui manifestent, ne portent pas la classe ouvrière dans leur coeur. Et si les travailleurs ne font rien, s'ils ont l'air content de leur sort, toutes ces catégories auront tendance à penser que si le gouvernement ne leur donne plus, c'est parce qu'il donne de trop aux ouvriers.

pas

Et la mobilisation des couches petites bourgeoises, parfaitement compatible avec les intérêts des travailleurs si les travailleurs se battent, peut être utilisée contre eux.

Alors il est vital pour les travailleurs de se préparer à la lutte et si les confédérations syndicales n'en veulent pas, il faut se passer d'elles.

A NOS LECTEURS ET ABONNES

* * * *

*

*

*

*

* * * *

NOTRE ADRESSE HABITUELLE ETANT PROVISOIREMENT
SUSPENDUE, NOUS PRIONS NOS LECTEURS ET ABON-
NES D'INTERROMPRE TOUTE CORRESPONDANCE AU
JOURNAL POUR LE MOMENT.

M E R C I

* * * *

*

*

*

*

* * * *

CONFIDENTIAL

The following information is being provided to you for your information only. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.